

donner à la Russie, pour l'avenir, des garanties de sécurité qu'elle estimait indispensables. L'Angleterre a fait droit aux réclamations de la Russie vis-à-vis des Etats baltes et elle a accepté la solution du problème polonais. Elle a reconnu que la sphère d'influence de la Russie devait inclure la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Peut-être a-t-elle fait toutes ces concessions à contre-cœur ou par crainte, mais elle ne pouvait s'y soustraire. Sa crainte s'est sans doute accentuée quand la Russie a englobé dans sa sphère d'influence la Yougoslavie et l'Albanie et quand les ambitions soviétiques ont commencé à ressembler d'assez près à celles de la Russie des tsars.

La puissance navale de la Grande-Bretagne, en protégeant ses lignes de communication, lui a assuré la suprématie mondiale et une partie de sa richesse. L'Angleterre voit aujourd'hui la Russie devenir de plus en plus puissante. Elle qui avait toujours compté sur l'équilibre des puissances en Europe, voit l'Union soviétique sur le point de dominer la politique continentale et s'approcher de la mer du Nord. Elle prend note des visées russes en Méditerranée et dans le Moyen-Orient, et constate que bientôt peut-être elle aura le couteau sur la gorge.

Voilà pourquoi elle semble décidée à résister énergiquement à toute expansion future de la puissance soviétique.

Quant aux Soviets, étudions leurs problèmes objectivement. A deux reprises depuis 150 ans, ils ont vu certaines de leurs provinces envahies et ont dû leur salut non seulement à leur résistance obstinée mais aussi à l'appui des puissances maritimes. Leur sécurité dépend avant tout de leurs frontières occidentales. La Russie a obtenu et entend garder une sphère d'influence dans les Etats qui bornent ces mêmes frontières.

Quelle que puisse être l'objection que quelqu'un ait aux doctrines communistes, il faut reconnaître que l'expérience acquise peut justifier la Russie de vouloir s'assurer des voisins bien disposés. Je ne puis admettre l'imposition par la force d'aucune forme de gouvernement, mais ces pays voisins ont été, à un moment ou à un autre de la guerre, les ennemis de la Russie et, à son titre de vainqueur, elle fait prévaloir ses droits pour augmenter sa sécurité et protéger ses frontières.

Les Britanniques semblent d'avis que les prétentions de la Russie dépassent le simple désir ou la simple recherche de sécurité. Pour tout Etat vainqueur, la tentation est naturellement grande de réaliser ses rêves. Il manque à la Russie des débouchés sur les mers tempérées. Ses seuls ports libres de glace l'année durant sont ceux de Mourmansk, dans l'océan Arctique, et celui de Vladivostok, dans la mer du Japon.

Le contrôle des Dardanelles par la Turquie, celui de l'est de la Méditerranée et de la mer Rouge par la Grande-Bretagne, ainsi que la zone d'influence que les Britanniques possèdent en Grèce et en Turquie, paralysent les Russes et les privent de tout accès assuré à la Méditerranée.

Cependant, l'Union soviétique, grâce à l'influence qu'elle exerce en Yougoslavie et en Albanie, a son mot à dire sur l'Adriatique et pourrait enlever aux Britanniques, ou rendre peu sûr, l'usage du port naturel de Kotor, sur la côte dalmate.

Les Américains semblent moins directement touchés par l'imbroglio européen, mais la puissance russe n'a rien de rassurant pour eux. Toutefois, à moins que des événements imprévus ne se précipitent, il n'existe à l'heure actuelle que peu de points sur lesquels les intérêts russes et américains entrent directement en conflit. N'oublions pas néanmoins que les Etats-Unis ont passablement d'intérêts pétroliers dans le Moyen-Orient et que ces intérêts sont, dans une certaine mesure, liés à ceux de la Grande-Bretagne. Il est donc grandement improbable qu'ils puissent demeurer neutres en cas de guerre entre la Grande-Bretagne et la Russie.

Je puis ajouter, cependant, que le discours de M. Churchill à Fulton a, selon moi, fait plus de tort à la cause de l'amitié entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qu'on a semblé le croire ici. J'étais à New-York à ce moment. J'ai rencontré bien des gens sympathiques à l'Angleterre qui furent mal impressionnés par ce discours. L'opinion générale de l'homme moyen était: "Pourquoi nos fils donneraient-ils leur vie pour la sauvegarde de l'impérialisme britannique?". Et pourtant, la Grande-Bretagne a des amis aux Etats-Unis. Ce discours ne vient pas à son heure, et n'est pas opportun.

Quoi qu'il en soit, il est évident qu'en cas de guerre, si les Etats-Unis ne s'alliaient pas à la Grande-Bretagne, ils devraient faire face à la Russie le lendemain.

Si la Russie dominait l'Europe entière et succédait à la Grande-Bretagne à la maîtrise de la Méditerranée, du Moyen-Orient et d'une partie de l'Asie, les Etats-Unis se trouveraient terriblement menacés. Ils ne peuvent demeurer à l'écart dans les divergences qui surgissent entre la Grande-Bretagne et les Soviets.

Je ne suis pas d'accord avec l'honorable député de Peel quand il affirme que MM. Bevin et Vishinsky ont parlé clairement et joué cartes sur table.

S'ils l'ont fait, c'étaient des cartes à double face, dont on ne voyait qu'une des faces. On a peut-être usé de langage violent aux réunions du Conseil et donné des réponses brutales; dans ce cas, ce n'est guère une amélioration par rapport au langage poli de